

Le mythe brésilien d'un éthanol socialement et environnementalement propre

Maria Luis Mendonça¹

La priorité politique donnée par le gouvernement brésilien à la production et à l'exportation d'un éthanol « renouvelable », et en amont à l'expansion de la monoculture de canne à sucre, repose sur l'exploitation des coupeurs et le saccage environnemental de l'Amazonie et du Cerrado. Elle hypothèque en outre la souveraineté alimentaire des petits et moyens paysans, poussés à substituer la production d'agrocarburants aux cultures vivrières.

Le Brésil figure aujourd'hui dans le peloton de tête des États les plus grands émetteurs de gaz carbonique dans l'atmosphère. En cause, essentiellement, la destruction des forêts pluviales de l'Amazonie, qui à elle seule génère 80 % des émissions du pays. L'actuelle expansion des monocultures pour la production d'agrocarburants tend à exacerber la tendance, en poussant en avant la frontière agricole en Amazonie et dans le Cerrado². Plusieurs études indiquent que cette envolée des monocultures représente désormais un danger plus important pour le réchauffement climatique que les émissions de carbone provenant de la combustion des énergies fossiles. Et ce, en dépit de la volonté du gouvernement brésilien de convaincre la communauté internationale du caractère « renouvelable » de son éthanol.

1. Directrice de la Rede Social de Justiça e Direitos Humanos (www.social.org.br) et coordinatrice du Land Research Action Network (www.landaction.org), São Paulo.

2. Savane tropicale recouvrant huit États du centre du Brésil.

En la matière, on a effectivement assisté à un changement de perception ces dernières années. Le problème de nombreuses études menées jusque-là résidait dans le fait qu'elles ne tenaient pas compte des impacts environnementaux du modèle de production, de l'utilisation des ressources naturelles – terre, eau... –, ni de la pression foncière sur des zones protégées ou dédiées à la production alimentaire. Un reportage du *Time Magazine* d'avril 2008 – « *The Clean Energy Myth* » – indique ainsi que ces études ont calculé le potentiel des agrocarburants à réduire les émissions de carbone, sans y intégrer l'impact des monocultures dans des régions où terre et végétation accumulent de grandes quantités de carbone. « *C'est comme si ces scientifiques imaginaient que les agrocarburants poussaient dans les parkings* », conclut l'article.

L'une des plus importantes études sur les évolutions des usages de la terre et leurs relations à l'augmentation des émissions de carbone a été publiée par le magazine *Science* en avril 2008. Les auteurs y affirment que « *La majorité des études précédentes indiquait que le remplacement des carburants classiques par des agrocarburants pourrait réduire les émissions de carbone. Ces analyses ne tenaient cependant pas compte des importantes émissions produites lorsque les agriculteurs, à travers le monde, réagissent à la hausse des prix en convertissant champs et forêts en nouvelles plantations destinées aux agrocarburants* ».

Cet article montre encore comment la hausse des prix du soja constitue un facteur déterminant dans l'accélération de la déforestation en Amazonie. Les effets de la production d'agrocarburants devraient être évalués en tenant compte de la totalité du cycle d'expansion des monocultures. Au Brésil, les plantations de canne à sucre s'étendent très rapidement, repoussent plus loin les frontières agricoles et, dans le même temps, préparent le terrain à un accroissement de l'élevage de bétail et de la production de soja.

En janvier 2008, le Smithsonian Institute of Tropical Research indiquait que l'éthanol produit à base de sucre de canne et l'agro-diesel produit à base de soja causaient plus de dommage à l'environnement que les carburants fossiles. L'institut pointait particulièrement la destruction environnementale à l'œuvre au Brésil, en raison de l'augmentation de la production de sucre de canne et de soja en Amazonie, dans les forêts atlantiques et le Cerrado. Selon le chercheur William Laurance, « *la production de carburants, à base de*

soja ou de sucre, provoque aussi une hausse des prix alimentaires, directement et indirectement».

La publication de ces études confirme les dénonciations formulées par les organisations sociales et atteste le changement de tonalité des débats internationaux sur ces questions. Comme le résume le journal *El Pais* (9 avril 2008), «*les centres d'étude et la majorité des associations écologistes ou de défense des droits humains émettent quotidiennement des communiqués qui établissent que les agrocarburants n'aident pas à lutter contre les changements climatiques, mais au contraire provoquent d'importants impacts environnementaux dans des régions à haute valeur écologique, altèrent le prix des aliments et tendent à consolider un modèle agricole basé sur l'exploitation du travail et très dépendant des grandes entreprises multinationales.*»

Impacts de la production d'éthanol au Brésil

En plus de la détérioration de l'environnement causée par un usage indiscriminé des ressources naturelles, l'expansion de la monoculture de canne à sucre pour la production d'éthanol s'opère sur certaines des meilleures terres agricoles du Brésil, où elle remplace la production alimentaire et atteint des aires protégées de l'Amazonie et du Cerrado. Ces dernières années, le gouvernement brésilien a d'ailleurs ciblé le Cerrado comme zone prioritaire pour l'expansion de la canne à sucre, en raison de la topographie favorable de cette région, de sa haute qualité et de son potentiel en ressources hydriques. Les données de l'IBGE, l'Institut brésilien de géographie et statistiques, indiquent que lors de la récolte de 2007, la production de canne occupait 5,8 millions d'hectares du Cerrado.

Le Cerrado est connu comme le «père de l'eau», tant il remplit les principaux bassins du pays. Avec près de 2 millions de km², ce biome est situé entre l'Amazonie, la forêt pluviale atlantique, le Pantanal, la Caatinga, et comprend les États du Minas Gerais, Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiás, Tocantins, le District fédéral, le sud du Maranhão, l'ouest du Bahia et une partie de l'État de São Paulo. La région est aussi importante pour ses richesses en biodiversité que l'Amazonie. Elle est un refuge pour près de 160 000 espèces de plantes et d'animaux, dont beaucoup sont en danger de disparition. Le saccage du Cerrado n'a cependant pas bénéficié de beaucoup de visibilité, en dépit de son intensité et de ses effets. Des études indiquent que chaque année près de 22 000 km² de sa-

vane sont dévastés. On estime que plus de la moitié de la région a déjà connu le même sort et qu'à ce rythme, elle sera complètement détruite en 2030.

L'industrie de la canne à sucre s'est étendue rapidement et a causé d'importants dommages environnementaux. Pour planter la canne, il est d'abord nécessaire de nettoyer la zone de toute sa flore indigène et donc de déraciner tous les arbres. En août 2008, un accord est intervenu entre le ministère de l'environnement et celui de l'agriculture pour modifier sensiblement la loi des crimes environnementaux. En conséquence, un décret qui prévoit la construction d'usines de traitement de la canne à sucre dans le Pantanal a pu être promulgué par le président Lula. Les données de l'INPE (Institut national de recherche spatiale), de l'IBGE et du ministère de l'environnement confirment que de nouvelles unités de traitement de la canne à sucre sont en construction dans des aires de conservation, proches de sources naturelles.

Un rapport de l'ISPN (Institut société, population et nature) établit ainsi que la *« déforestation causée par la production de canne à sucre nuit directement aux populations rurales qui (sur)vivent de la biodiversité du Cerrado. Les petits agriculteurs quittent leurs terres, attirés un temps par les perspectives d'emploi dans les plantations de canne, ce qui tend à diminuer la production alimentaire dans la zone et concourt in fine à aggraver la migration vers les bidonvilles des mégapoles. »*

Un travail de 2007 du Centre d'étude en économie appliquée de l'Université de São Paulo estimait qu'en cinq ans le Brésil allait dépenser 14,6 milliards de dollars pour la construction de soixante-treize nouvelles fabriques d'éthanol dans la région. Ce qui fait dire au chercheur Sergio de Zen que *« l'éthanol est devenu une menace environnementale »* (*O Estado de S. Paulo*, 15 avril 2007). Selon le professeur Antonio Thomaz Junior du département de géographie de l'Université d'État de São Paulo (Unesp), *« en plus d'hypothéquer l'intégrité d'importants biomes comme l'Amazonie et le Pantanal, l'expansion de la canne à sucre au Brésil pour la production d'éthanol va certainement s'étendre sur des terres actuellement dévolues à l'agroalimentaire »* (www.reporterbrasil.com, 2007).

Les besoins en eau de la production d'agrocarburants sont également problématiques. Une étude de l'impact environnemental de la production d'éthanol sur les sources d'eau, publiée par les National Academies Press en 2007, avertit que *« la qualité des eaux*

souterraines et des rivières est menacée par l'utilisation croissante de fertilisants et de pesticides pour la production d'agrocarburants. Les hauts niveaux d'azote sont la principale cause de la diminution d'oxygène dans des endroits désormais appelés "zones de la mort", qui sont effectivement létales pour la majorité des êtres vivants. La pollution sédimentée dans les lacs et rivières peut aussi causer l'érosion des sols. »

Plantations de canne à sucre aux sources du fleuve São Francisco

Dans la commune de Lagoa da Prata, une usine de transformation de la canne à sucre existe depuis les années 1970, propriété d'Antonio Luciano, un « colonel » grand propriétaire terrien, connu comme l'un des plus gros *grileiros* (accapareur illégal de terre) de l'État du Minas Gerais. La multinationale française Louis Dreyfus a fait l'acquisition de cette usine récemment et a étendu ses plantations dédiées à la production d'éthanol. Ces deux dernières années, d'autres grandes entreprises ont ainsi participé à l'expansion de la monoculture de canne dans la région.

Les effets sont désastreux. Dans l'exploitation d'Antonio Luciano, le cours du fleuve São Francisco a ainsi été détourné pour faciliter le drainage de la production, et cela sans le moindre permis environnemental ni étude d'impact préalable. Les plantations de canne à sucre non seulement remplacent les zones de production alimentaire, mais détruisent aussi les réserves forestières. Pour planter plus de canne, les entreprises brûlent les forêts primaires, renversent et enterrent les arbres pour échapper aux inspections.

« Aujourd'hui, c'est devenu habituel de voir des animaux morts sur les routes, qui tentaient d'échapper à la dévastation des forêts. On a retrouvé des loups, des renards, des fourmiliers et des tamanoirs, des coatis, des tatous, des serpents, des hérons, des hiboux et des lézards, mais aussi des poissons morts dans les rivières, des poissons-chats qui peuvent peser jusqu'à 40 kg. Ils plantent de la canne à sucre même sur les bords des fleuves et des lacs », explique Francisco Colares, professeur de zoologie à l'Université d'Iguatama.

Selon lui, l'unité de traitement de Lagoa da Prata abuse de l'eau du fleuve São Francisco à toutes les étapes du processus de production : pour l'irrigation des cultures, pour laver la canne après la récolte et pour refroidir les chaudières durant la transformation. Plus

de 500 litres par seconde. L'équivalent de la quantité nécessaire à l'approvisionnement de toute la municipalité.

L'expansion de la monoculture est intense. L'entreprise Total construit une usine à Bambui et trois autres sont prévues dans la région, deux à Arcos et une à Iguatama, en plus donc de l'augmentation de la production à Lagoa da Prata. Les plantations de canne à sucre s'approchent ainsi des aires protégées du parc national Serra da Canastra, considérées comme d'une extrême importance biologique, dans le Minas Gerais. Ce parc est situé aux sources du fleuve São Francisco et du bassin du Rio Grande. L'envolée de la canne à sucre a un impact considérable, en raison de son potentiel d'invasion et de l'utilisation intensive de pesticides. L'usine Itaiquara installée dans la commune de Delfinópolis produit de la canne dans des zones de réserves forestières, proches du grand réservoir d'eau de Furnas.

« Ils plantent la canne à sucre pratiquement dans l'eau, explique Joaquim Maia Neto, responsable d'Ibama, l'Institut brésilien de l'environnement, au parc national Serra da Canastra. La compagnie a déboisé et brûlé l'endroit. Elle est devenue une menace majeure pour toute la région. Le ministère public a intenté un procès contre elle. Nous espérons que la zone sera réhabilitée et l'entreprise punie pour ses crimes environnementaux. Ce type d'activité engendre de graves problèmes. Le Brésil devrait donner priorité à un modèle diversifié d'agriculture. »

Le secrétaire de l'agriculture et de l'environnement de la ville de Luz, Dario Paulineli, signale d'autres impacts dans la région. *« Les plantations de canne à sucre se sont étendues rapidement ces dernières années. L'entreprise Luis Dreyfus a multiplié les contrats de location avec les fermiers locaux, et les conséquences environnementales sont considérables. Les exploitants répandent leurs pesticides par avion, poisons qui atteignent les fermes voisines, ainsi que les zones peuplées. Ils coupent des arbres pourtant protégés par la loi, comme le pequizeiro et la gameleira, et ils plantent de la canne près des sources des fleuves. Ils ne respectent pas les études d'impact environnemental. De nombreux animaux sont en train de périr avec la dévastation des forêts ».*

Plantations de canne à sucre versus production alimentaire

Pour l'agriculteur Gaudino Correia, louer la terre constitue une mauvaise opération. *« Les contrats sont signés pour douze ans et*

après, il ne reste rien, la canne a tout détruit. L'usine utilise des machines lourdes pour préparer la terre, ce qui aggrave l'érosion du sol. Après, ils brûlent la canne et les cendres se répandent dans toute la région. Je n'ai pas voulu louer mes terres et maintenant je suis encerclé par la canne. Ici, il n'y a plus de terres consacrées à la production vivrière et c'est pour cela que le prix des aliments a tellement augmenté. Mes voisins ont cessé de produire du maïs, des haricots, du café, du lait et ils ont loué leurs terres à l'entreprise Total. Moi, je plante encore du maïs, des haricots et je produis du lait. Mais pour le petit producteur, le revenu n'a pas augmenté, seulement pour les intermédiaires».

L'agriculteur Sebastião Ribeiro a adopté la même position. *«L'usine a insisté, mais je n'ai pas voulu louer mes terres. Mes voisins louent et après ils dépriment, car louer revient à perdre sa terre. Que va-t-il se passer si tous les agriculteurs cessent de produire des aliments?»* Ribeiro constate aussi que l'usine irrigue la canne en utilisant l'eau du fleuve São Francisco. Les organisations écologistes locales attirent l'attention sur les impacts sociaux et environnementaux de la production d'éthanol. *«L'État devrait donner priorité à la préservation des sources des fleuves. C'est comme endommager les veines qui mènent le sang vers le cœur. Cette expansion a été très rapide et le projet est de doubler la production de canne dans la région. L'agriculture familiale va baisser et cela va sans doute engendrer des pénuries alimentaires»*, prévient Lessandro da Costa, directeur de l'Association environnementaliste du Haut São Francisco.

En dépit du discours des entreprises qui disent créer de l'emploi et générer du développement, les organisations locales pointent du doigt plusieurs cas de violation des normes sociales et environnementales. *«Ils utilisent des poisons violents qui affectent la santé des travailleurs et de la population. Le Banco do Brasil a de l'argent en quantité pour attirer les investisseurs qui de fait détruisent le Cerrado et l'Amazonie, mais il n'y a plus d'accès au crédit pour les petits agriculteurs vivriers. Cette politique va laisser un héritage de destruction»*, affirme Carlos Santana, conseiller du Syndicat des travailleurs ruraux de Bambuí. Il explique que *«les coupeurs de canne sont payés non pas à l'heure mais à la quantité produite et cela crée de l'exploitation. Nombre d'entre eux tombent malades et ne peuvent plus travailler»*.

Le président du Syndicat des travailleurs ruraux de Lagoa da Prata, Nelson Rufino, dénonce le fait que *« l'usine Louis Dreyfus provoque une grande destruction de l'environnement. Ils arrachent les arbres et les enterrent pour dissimuler le crime commis. Seule la moitié des conduites par lesquelles ils rejettent les eaux résiduelles sont faites de ciment. Ces "eaux puantes" pénètrent les sous-sols ou rejoignent les rivières »*. Rufino dépeint aussi les impacts sociaux dans les municipalités locales : *« Nos villes sont complètement encerclées par la canne à sucre. Par avion, les exploitants arrosent les plantations de poison. Le taux de cancer dans la population est énorme. Rien que dans ma famille, nous avons cinq cas de cancer, et cette situation est habituelle. Dans notre bourgade, plus de 140 travailleurs ont perdu leur travail en raison de problèmes de santé : des tendinites, des problèmes à la colonne vertébrale, de l'asthme et d'autres maladies pulmonaires. Nous avons enregistré cinq morts pour cause d'accidents du travail. Deux travailleurs sont tombés dans les chaudières, un est mort pendant le brûlage de la canne, deux autres sont morts dans des accidents de tracteur »*.

La plupart des coupeurs de canne sont des migrants, donc plus vulnérables à l'exploitation et aux préjudices. L'endroit où ils vivent à Lagoa da Prata est appelé *Carandiru*, en référence à une prison infâme. Rufino explique : *« Pour les travailleurs, la situation a empiré car nous perdons des revenus. L'année dernière, nous avons fait une grève de quarante-cinq jours et avons obtenu une augmentation de 2,50 reals à 2,80 reals (environ 1 euro) par tonne de canne coupée. Mais l'entreprise cherche une façon de nous incriminer et a lancé un procès contre le syndicat »*.

Une autre façon de manipuler les travailleurs est de stimuler la concurrence entre eux. Pour cela, l'entreprise les divise en groupes, selon les quantités de canne coupée. Ceux qui n'atteignent pas les objectifs (qui équivalent généralement à un minimum de dix tonnes de canne par jour) ne sont plus embauchés à la récolte suivante. Ceux qui enregistrent les meilleurs rendements vont dans le groupe des « taureaux » qui coupent dix-sept à vingt-cinq tonnes par jour. Beaucoup de ceux-ci sont cependant victimes de problèmes de santé, de sorte qu'on finit par les appeler les « veaux malades ».

Même dans les zones où il y avait déjà de l'activité agricole, la monoculture de la canne aggrave les dégâts, car elle remplace des cultures diversifiées par un seul et même type de plantation homogène et continu, ce qui tend à aboutir à une destruction totale des

réserves forestières. La demande des entreprises de l'éthanol pour une grande quantité de terres de bonne qualité, avec infrastructure et accès à l'eau, mine les ressources naturelles et l'agriculture locale. Ceci contredit l'affirmation du gouvernement selon laquelle l'expansion de l'industrie de la canne à sucre s'opère sur des zones dégradées et des terres marginales.

Moacir Gomes, ancien président du Syndicat des travailleurs ruraux de Bambui, conclut : « *Le président Lula ne connaît pas la réalité. Comment peut-il dire que la canne ne s'est pas substituée à des zones de production d'aliments ? L'industrie est en train d'accroître la pauvreté dans nos régions et l'accès à la nourriture va devenir problématique pour nous.* »

Le faux concept de terres « dégradées »

Selon le gouvernement, l'expansion des plantations de canne à sucre s'opère sur des terres considérées comme « dégradées ». Dès lors, elle serait sans impact sur l'environnement ou la production alimentaire. Cette théorie repose sur l'idée qu'au Brésil des millions d'hectares de terre sont simplement « abandonnés » ou « en marge ». Mais qu'est-ce que le gouvernement entend précisément par « terre dégradée » ? Cela aurait-il un sens pour de grandes entreprises et des banques publiques d'investir autant dans un tel secteur s'il n'y avait de possibilité de cultiver sur des terres planes, de bonne qualité, riches en eau et en infrastructure ?

Là où la production de canne à sucre remplace d'autres activités agricoles ou même l'élevage de bétail, les dégâts occasionnés sont nettement plus importants, car les plantations à grande échelle de canne ne tolèrent pas d'autres types de végétation. S'il y avait vraiment tant de terres disponibles au Brésil, il ne serait pas nécessaire de toucher aux aires protégées pour étendre la production d'éthanol. Le 29 juillet 2007, le ministre de l'agriculture Reinhold Stephanes déclarait au journal *O Globo* : « *Il n'y a pas de canne à sucre en Amazonie. Nous n'avons pas connaissance de tels projets, anciens ou nouveaux, dans cette région.* » Cette affirmation fut reprise à l'envi par le président Lula, pour prévenir les critiques, en particulier en provenance des pays intéressés à importer de l'éthanol brésilien.

En juin 2008, dans son discours à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Lula répéta qu'il n'y avait pas de production de canne à sucre en Amazonie. Cependant,

même la CONAB – la Compagnie nationale d’approvisionnement, liée au ministère de l’agriculture – enregistré entre 2007 et 2008 une hausse de la production de canne en Amazonie, passant de 17,6 millions à 19,3 millions de tonnes (*Adital*, 11 février 2008). Dans le Tocantins, on enregistra une augmentation de 13% (de 4 500 hectares à 5 100), dans le Mato Grosso de 10% et dans l’État de l’Amazonas de 8% (de 4 800 hectares à 5 200). Dans l’État du Pará, les plantations de canne occupent environ 10 500 hectares. Selon les études de l’Université de São Paulo, le Pará est considéré comme l’une des principales zones d’expansion de la production d’éthanol (www.peranegocios.com.br).

En 2006, la CONAB démontrait que la région Nord du pays détenait les indices les plus élevés d’augmentation de la production de canne à sucre du Brésil. L’expansion était de 68,9% dans le Tocantins, de 55,1% dans l’Amazonas et de 34,3% dans le Pará. La production de ces trois États atteignait ainsi 1,6 tonne, un résultat en hausse de 46,8% par rapport à la récolte précédente (*Jornal Valor Economico*, 1^{er} juin 2006). Cette donnée a créé de l’inquiétude au Brésil et dans d’autres pays. En témoigne Ecio Rodrigues de l’Université fédérale d’Acre: «*Le carbone émis par la destruction des forêts ne sera pas récupéré en plantant de la canne. D’où la préoccupation mondiale à l’égard de la transformation du Brésil en un exportateur majeur d’agro-carburants*» (www.reporterbrasil.org.br, 16 juin 2008).

Les données officielles indiquent que l’élevage a connu une progression importante en Amazonie, poussant plus loin les frontières agricoles. Selon l’IBGE, le bétail y a pratiquement doublé ces dix dernières années. Un recensement de 2006 montre que depuis 1996, l’expansion agricole dans la région Nord a été de 275,5%. Entre 1990 et 2006 en Amazonie, l’accroissement annuel moyen des plantations de soja a atteint 18% et l’élevage 11% (*Adital*, 15 février 2008). Et entre 2006 et 2007, la récolte de soja dans la région Nord a enregistré une augmentation de 20% (*Radioagencia Noticias do Planalto*, 5 mai 2008).

Les fortes pressions visant à pousser plus loin en avant les frontières agricoles laissent planer de sérieux doutes sur les capacités publiques à contrôler l’expansion de la canne, à appliquer les lois et à punir lorsque celles-ci sont enfreintes. Sergio Leitão, coordinateur de Greenpeace Brésil, fait remarquer que seulement 2% des personnes convaincues de coupes illégales reçoivent des amendes. Plus globalement, d’après Le professeur Antonio Thomaz Junior

du département de géographie de l'Université d'État de São Paulo, « *personne n'a l'autorité technique d'établir qu'il n'y aura pas d'impacts. À ce jour, aucune étude approfondie n'a été menée sur les conséquences de l'expansion des plantations de canne à sucre* » (www.reporterbrasil.org.br, 3 avril 2007).

En attendant, la députée Rose de Freitas du PMDB – le Parti du mouvement démocratique brésilien – a émis un projet de loi (n° 2323/07) qui vise à stopper le financement et les incitants fiscaux à la production d'éthanol en Amazonie, c'est-à-dire dans les États de l'Acre, de l'Amapá, de l'Amazonas, du Pará, du Rondônia, du Roraima et en partie du Mato Grosso, du Tocantins et du Maranhão. Selon elle, « *la culture de canne à sucre est extrêmement nuisible, du fait de la déforestation qu'elle provoque, mais aussi en raison de la pratique de la monoculture qui, même dans les zones "dégradées", occasionne de sérieux dommages environnementaux.* » Pour elle, l'actuelle politique gouvernementale « *non seulement permet mais stimule l'expansion de la canne* » (*Tribuna do Juruá*, 29.07.2008).

L'industrie de l'éthanol crée du chômage

Au Brésil, l'augmentation de la production d'éthanol a causé l'expulsion de petits paysans de leur terre, et en retour, a créé une dépendance à l'égard de ce qu'on appelle « l'économie de la canne à sucre », qui se nourrit d'emplois précaires dans les plantations. Le monopole des grands propriétaires terriens bloque le développement d'autres secteurs, accroît le chômage, encourage les migrations et soumet les travailleurs à des conditions dégradantes. En dépit de la propagande sur l'efficacité, l'industrie de l'éthanol repose sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, voire une certaine forme d'esclavage. Les travailleurs sont rémunérés en fonction de la quantité de canne coupée et non pas selon le nombre d'heures travaillées.

Dans l'État de São Paulo, le plus grand producteur du pays, les ouvriers reçoivent 1,2 dollar par tonne de canne coupée et entassée. Pour gagner 220 dollars par mois, ils doivent couper une moyenne de dix tonnes de canne par jour. Pour atteindre cet objectif, un travailleur doit donner 30 coups de faux par minute, durant huit heures par jour. Selon le professeur Pedro Ramos de l'Université de Campinas, les coupeurs seraient ainsi trois fois moins payés que dans les années 1980. Grâce à la canne à sucre génétiquement

modifiée, qui est plus légère mais plus riche en saccharose, les profits des propriétaires ont grossi... et l'exploitation s'est renforcée: selon des études du ministère du travail et de l'emploi (MTE), « *si auparavant 100 m² de canne pesaient dix tonnes, il est aujourd'hui nécessaire d'en couper une superficie de 300 m² pour atteindre ces mêmes dix tonnes.* »

Esclavage et mort de travailleurs

Ce modèle d'exploitation a causé de sérieux problèmes de santé et même la mort chez nombre de travailleurs. Selon le Service pastoral des migrants de l'Église catholique, entre 2005 et 2007, vingt et un coupeurs de canne sont morts d'épuisement dans l'État de São Paulo. « *L'éthanol au Brésil est baigné de sueur, de sang et de mort* », avertit la chercheuse Maria Cristina Gonzaga de Fundacentro, un institut du MTE. En 2005, 450 morts de travailleurs ruraux ont été enregistrées par le MTE dans les plantations de São Paulo. Des morts aux causes multiples: assassinats, accidents dans les transports précaires qui mènent aux plantations, maladies telles que crises cardiaques et cancers, brûlures graves lors des feux allumés dans les cultures.

Le 15 avril dernier par exemple, un coupeur est mort et un autre sérieusement blessé lors d'un feu mal contrôlé dans les plantations Santa Luiza, dans la municipalité de Motuca. Le premier, Adriano de Amaral, 31 ans, est mort lorsque son jet d'eau a cessé de fonctionner lorsqu'il tentait de maîtriser les flammes. Il était le père d'un enfant de 7 ans et d'un bébé de 20 jours. Le second, Ivanildo Gomes, 44 ans, s'en est sorti avec de profondes brûlures sur plus de 40 % du corps.

Chaque année, des centaines de travailleurs sont trouvés dans les mêmes conditions déplorables dans les plantations de canne: sans preuve d'enregistrement, sans équipement de protection, sans accès à des sanitaires dignes de ce nom ou à des douches, sans eau et alimentation suffisante ou de qualité, vivant dans des abris de fortune. Souvent, ces mêmes travailleurs doivent payer pour leurs outils, leurs bottes et leurs machettes. En cas d'accident, ils ne reçoivent pas les services et traitements adéquats.

Le travail d'esclave est courant dans le secteur. Les travailleurs sont généralement des migrants du Nordeste ou de la vallée de Jequitinhonha dans le Minas Gerais, amenés par des intermédiaires à l'affût de main-d'œuvre bon marché pour les plantations. En

2006, soixante-quatorze plantations de l'État de São Paulo furent assignées en justice, et toutes furent inculpées. En mars 2007, les avocats publics du MTE sortirent 288 travailleurs de leur condition d'esclaves dans six plantations de São Paulo. Lors d'une autre opération le même mois, les services juridiques de la Délégation régionale du travail de l'État du Mato Grosso do Sul secoururent 409 coupeurs de canne des plantations Centro Oeste Iguatemi. Parmi eux, 150 indigènes étaient utilisés comme esclaves.

En juin 2007, des avocats du ministère du travail libérèrent 1 108 travailleurs de leur condition d'esclaves dans les plantations de canne Pagrisa (Pará Pastoril e Agrícola S.A.) de la municipalité d'Ulianópolis (État du Pará) dans la région amazonienne. L'Organisation internationale du travail précise *que « selon l'inspecteur du travail Humberto Celio Pereira, les coupeurs y recevaient moins de 5 dollars par mois, au terme des décomptes illégaux réalisés par l'entreprise. L'inspecteur releva aussi que la nourriture fournie aux travailleurs était avariée, d'où les nausées et diarrhées dont souffrait une partie d'entre eux. L'eau donnée à boire – visiblement sale – était la même que celle utilisée pour l'irrigation des champs de canne. Les abris étaient bondés et les égouts à ciel ouvert. La majorité des travailleurs provenaient des États du Maranhão et du Piauí, mais il n'y avait pas de transport disponible pour les y laisser retourner. »*

Risques sanitaires pour les travailleurs et les populations locales

Plusieurs études portent aussi sur l'augmentation de la pollution environnementale dans les régions où l'on procède au brûlage de la canne à sucre. Une évaluation technique du ministère du travail du Mato Grosso do Sul publiée en mai 2008 établit que le brûlage de la canne *« provoque l'émission de substances potentiellement toxiques, comme le dioxyde de carbone, l'ammoniaque, le méthane parmi d'autres, et de matières fines hautement nuisibles faites de particules de moins de 10 microns qui peuvent être inhalées au plus profond du système respiratoire et provoquer de sérieuses maladies. »*

Le document cite plusieurs études scientifiques, dont celles du docteur Marcos Abdo Arbex qui *« révèlent que la pollution atmosphérique causée par le brûlage de la canne augmente significativement les cas d'asthme traités en hôpital. D'autres maladies cardiaques, artérielles et cérébro-vasculaires sont relevées, qu'il*

s'agisse de crises aiguës (urgences hospitalières et décès dus à des arythmies ou des ischémies cérébrales, cardiaques, myocardiques) ou de maladies chroniques résultant d'exposition sur le long terme (hausse de la mortalité liée aux maladies cérébrovasculaires et cardiaques). »

En matière sociale, l'évaluation souligne *« le mépris de la législation du travail ; l'intoxication des travailleurs par l'utilisation de produits chimiques ; les morts causées par l'inhalation de gaz cancérogènes ; les problèmes respiratoires causés par les brûlages et l'émission de gaz carboniques, d'ozone, de nitrogène et de sulfure (responsable des pluies acides) ; et les suies nocives produites par la combustion des feuilles sèches de la canne »*. L'étude conclut que *« ces données montrent à l'évidence que l'exposition des coupeurs de canne aux particules émises par les brûlages est un facteur de risque important à prendre en compte dans l'analyse des causes de mort subite chez ces travailleurs »*. Et elle ajoute : *« Les conditions de travail exposent les coupeurs de canne à des polluants qui augmentent les risques de maladies, principalement les problèmes respiratoires et les cancers du poumon »* (Rapport OF/PRT24/Gab-HISN/n° 134/2008).

Souveraineté alimentaire et agriculture paysanne

Les expériences de production de matière première pour l'agro-énergie par des petits paysans ont démontré le risque de dépendance à l'égard des grandes entreprises agricoles qui contrôlent les prix, le traitement et la distribution. Des travailleurs ruraux sont utilisés pour donner de la légitimité à l'agrobusiness, notamment par la création d'une certification de soi-disant « carburants sociaux ».

Ce modèle a des impacts négatifs dans les communautés paysannes et indigènes, dont les territoires sont menacés par la constante expansion des grandes plantations. Qui plus est, le manque de politiques d'appui à la production alimentaire pourrait pousser les paysans à remplacer leurs cultures par des agrocarburants, avec pour résultat de compromettre leur souveraineté alimentaire. Au Brésil en effet, les petits et moyens agriculteurs sont responsables de 70 % de la production alimentaire destinée au marché interne.

Francisca Rodriguez, représentante de l'organisation des travailleurs ruraux Via Campesina, dénonce : *« Les grands propriétaires terriens sont en passe de contrôler la terre pour nourrir les*

moteurs, pas les gens. Face à ces défis, nous devons défendre notre engagement à préserver notre terre, en démasquant ces projets destructeurs et en suscitant un débat en profondeur sur le modèle actuel de production énergétique. Nous voulons éviter la destruction de nos terres, nous savons ce que signifie la monoculture extensive pour le futur de notre pays. »

Les organisations sociales de base sur tout le continent font écho aujourd'hui à ces dénonciations des effets dévastateurs d'un modèle agricole qui repose sur la monoculture, la concentration des terres, l'exploitation du travail et la destruction de l'environnement. Elles proposent un nouveau modèle agricole basé sur de profondes réformes agraires.

Traduction de l'anglais : Bernard Duterme

